

Des accusations de trafic d'organes minent la construction du Kosovo

Deux ans après son indépendance, le plus petit pays issu de l'ex-Yougoslavie est éclaboussé par le rapport Marty. Le Conseil de l'Europe devrait demander aujourd'hui l'ouverture d'une enquête indépendante.

CVRILLE LOUIS
ENVOYÉ SPÉCIAL A PRISTINA

BALKANS Carrures massives, blousons de cuir et mines intimidantes, d'anciens combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ont investi les trottoirs encombrés du centre de Pristina. Indifférents au vacarme ambiant, ils se relaient, alignés derrière des tables de fortune, pour haranguer leurs compatriotes et les convaincre de signer une pétition contre le député suisse Dick Marty. « Son rapport est une offense non seulement contre la direction de l'UCK, mais aussi contre le peuple albanais dans son ensemble »,

fulmine Muharrem Xhemali, président de l'association des vétérans de la guérilla kosovare. Cet homme joufflu à la petite moustache brune, qui commandait en 1999 une unité de l'UCK dans la vallée de la Drenica, jure que l'initiative a déjà recueilli plus de 100 000 signatures.

Prisonniers torturés

Deux ans après avoir proclamé son indépendance aux dépens de la Serbie voisine, la république du Kosovo traverse l'une des épreuves les plus délicates de sa courte histoire. À Strasbourg, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe doit examiner aujourd'hui le rapport du député suisse Dick Marty sur les « traitements inhumains de personnes et trafics illicites d'organes humains » imputés à l'UCK. Publié le 12 décembre dernier, ce document accuse divers dirigeants de la guérilla kosovare, dont l'actuel premier ministre, Hashim Thaçi, et plusieurs membres de son proche entourage, d'avoir participé au printemps 1999 à l'enlèvement de plusieurs centaines de ressortissants serbes et albanais. Déportés vers l'Albanie, ces prisonniers auraient été séquestrés et parfois torturés dans diverses prisons situées à l'abri des regards. Près de Tirana, certains auraient été tués afin d'y subir un prélèvement d'organes destiné à alimenter un trafic international.

Infamante, l'accusation a d'abord suscité un réflexe défensif au sein de la population kosovare. Depuis le retrait des forces serbes, décidé début juin 1999 sous les bombardements de l'Otan, l'UCK demeure auréolée d'un prestige jamais remis en cause. « Ce rapport est à l'évidence inspiré par Belgrade qui, en s'attaquant ainsi à l'UCK, cherche à faire oublier ses propres cri-

mes », dénonce Muharrem Xhemali, rappelant que le conflit a fait plus de dix mille morts et près d'un million de déplacés côté albanais. Éditorialiste au quotidien Koha Ditore, Halli Matoshi tempère : « Malgré le réel appât de justice de la population, ce rapport a logiquement déclenché une réaction de crainte parmi les Albanais, qui redoutent de voir ce type d'attaques remettre en cause la fragile indépendance du Kosovo. »

Vu de Pristina, les accusations du Conseil de l'Europe pouvaient difficilement tomber dans un contexte plus défavorable. En quête de reconnaissance, le Kosovo cherche à normaliser les relations avec ses voisins dans l'espoir d'intégrer l'Union européenne. À cet égard, il est depuis plusieurs mois prévu que des « discussions techniques » soient engagées avec la Serbie, pour la première fois depuis la déclaration d'indépendance. L'économie du pays, plombée par un taux de chômage de 43 %, demeure fortement dépendante de l'aide internationale. Enfin, le premier ministre a tout récemment été éclaboussé par des accusations de fraude électorale visant son parti, le PDK, dans son fief de la Drenica. « Dans ces conditions, le moins qu'on puisse dire est que le rapport Marty n'est pas de nature à améliorer l'image du pays », déplore un diplomate européen.

Les alliés embarrassés

Pris de cours, le premier ministre du Kosovo a d'abord tenté de contre-attaquer, comparant l'enquête du Conseil de l'Europe à de la propagande nazie, accusant son auteur de s'être « mis au service du nationalisme serbe » et menaçant de dévoiler l'identité de ses informateurs - avant d'admettre plus récemment son discours. Le 11 janvier dernier, Hashim Thaçi déclarait ainsi : « L'image du Kosovo est naturellement atteinte par ces accusations, alors que notre réalité est celle d'un pays stable, démocratique et résolument européen qui entretient des relations de bon voisinage avec tous les pays, y compris la Serbie. Cependant, nous n'avons rien à cacher et j'entends apporter tout mon soutien aux

institutions judiciaires qui seront chargées d'éclaircir cette affaire. À cette époque, en effet, l'UCK était un mouvement populaire de libération au sein duquel il est possible que des individus avec un passé délinquant aient trouvé refuge pour mener leurs activités criminelles. »

D'autant plus embarrassés qu'ils sont incidemment accusés d'avoir fermé les yeux sur les crimes supposés de l'UCK, les alliés habituels du Kosovo ont réagi en ordre dispersé aux accusations portées par Dick Marty. Au nom des États-Unis, le secrétaire adjoint en charge du Bureau des affaires européennes, Tom Countryman,

a indiqué : « Nous prenons le rapport du Conseil de l'Europe très au sérieux. Il contient des allégations et des informations qui doivent faire l'objet d'investigations. » Ces derniers jours, l'Albanie a au contraire mobilisé ses représentants à Strasbourg afin de soutenir le gouvernement de Pristina en « contrant le lobbying serbe ».

En dépit de ces efforts, le rapport Marty sera examiné aujourd'hui par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Sauf surprise, une enquête indépendante sur les accusations de trafic d'organes devrait être ouverte dans la foulée.



« Nous n'avons rien à cacher et j'entends apporter tout mon soutien aux institutions judiciaires »

HASHIM THAÇI, PREMIER MINISTRE DU KOSOVO

FLANVEJK/ALFKSANDARY/SIPA

Cette maison albanaise où les détenus de l'UCK auraient été tués

ENVOYÉ SPÉCIAL À FUSHË-KRUJË (ALBANIE)

LE CHEMIN, qui s'étirait paresseusement à travers la plaine, vient de se transformer en piste de montagne sinueuse et chaotique. Tandis que la rumeur de l'autoroute abandonnée quelques kilomètres plus bas s'éteint peu à peu, on quitte le dernier bourg digne de ce nom pour suivre le cours d'une rivière encaissée. Soudain, une maison aux murs blancs se détache au pied de la montagne.

Cette demeure, située à l'entrée d'un maigre hameau qui dépend de la commune de Fushë-Krujë, à une trentaine de kilomètres de Tirana, est décrite avec force détails dans le rapport de Dick Marty. À lire le parlementaire suisse, elle constituait entre 1999 et 2001 l'ultime étape avant la mort pour nombre de prisonniers serbes et albanais détenus par l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Marty évoque une « maison autonome de deux étages faisant partie d'une exploitation agricole, située à l'écart des grands axes, qui aurait servi de refuge à la fois aux affidés de l'UCK et aux autres groupes criminels organisés qui se livraient au trafic de drogue et à la traite des êtres humains ». À l'entendre, « les prisonniers étaient tout d'abord détenus au refuge » avant d'être « sommairement exécutés par balle ». Leurs corps sans vie étaient transportés dans une « clinique chirurgicale improvisée » située non loin - et manifestement disparue depuis - où leurs reins furent prélevés avant d'être acheminés vers l'aéroport de Tirana pour alimenter un trafic international.

La fin d'un tabou

En cette fin janvier, les rares habitants présents au hameau balaient sèchement les accusations de Dick Marty. « Si un tel crime avait été commis ici, je serais forcément au courant », assure un solide quinqua-génaire qui se présente comme le vétérinaire du coin. Sur le seuil de la maison



La demeure isolée, située à 30 km de Tirana, aurait abrité une prison secrète entre 1999 et 2001. DR

blanche, qui appartient aux frères B., une femme assure qu'elle habitait déjà ici en 1999. Selon elle, la bâtisse n'a jamais été ni louée, ni prêtée aux combattants de l'UCK. Tout juste reconnaît-elle, sans plus de précision, avoir à l'époque « aidé » des ressortissants Kosovars. « Ces accusations sont au minimum fantaisistes et peut-être malveillantes », estime une source proche des services de renseignement albanais,

qui reproche à Marty de ne verser aucune preuve vérifiable à l'appui de son rapport.

L'auteur, s'il se refuse à dévoiler la moindre information susceptible de compromettre ses informateurs, affirme pourtant sa part avoir recueilli « un nombre suffisant de témoignages concordants » pour accuser notamment plusieurs dirigeants l'UCK. Chargé par le Conseil de l'Europe d'enquêter sur les soupçons de trafic d'organes évoqués en 2008 par l'ancien procureur international Carla



LA SYNTHÈSE DU RAPPORTEUR

DICK MARTY DÉPUTÉ AU CONSEIL DE L'EUROPE

« Ce qui m'a vraiment chagriné, c'est que ce rapport a été interprété comme une attaque contre le Kosovo. Nous estimons au contraire que les citoyens de ce pays méritent d'être représentés par un personnel politique qui ait les mains propres. »



LE CONFLIT EN CHIFFRES

980 000 personnes ont été déplacées au Kosovo entre le printemps 1998 et l'arrêt des bombardements de l'Otan le 12 juin 1999.

470 personnes, dont une majorité de Serbes ainsi que 85 Albanais, ont disparu au Kosovo après la fin de la guerre.

8 prisons secrètes auraient été aménagées par l'UCK, pendant et après le conflit, sur le territoire albanais.

Del Ponte, ce parlementaire réputé pour son sérieux et son obstination à interroger de nombreux témoins parmi lesquels figurent des vétérans de l'UCK ainsi que d'anciens prisonniers de la guérilla kosovare. Après avoir confronté leur récit, Marty estime qu'il existait début 1999 au moins huit « prisons secrètes » de l'UCK sur le territoire albanais. Plusieurs centaines de Serbes, mais aussi d'Albanais accusés d'avoir collaboré avec l'occupant, y auraient été détenus en dehors de tout cadre juridique et souvent maltraités. Un grand nombre d'entre eux sont aujourd'hui encore portés disparus.

Quoi que l'on pense des accusations de trafic d'organes, qui ont déjà fait l'objet de plusieurs enquêtes peu concluantes ces dernières années, le rapport Marty a le mérite de lever un tabou de l'histoire récente du Kosovo. « Il était temps que l'on se penche sur l'existence de ces lieux de détention secrets, vers lesquels de nombreux civils ont vraisemblablement été déportés sous les yeux de la communauté internationale, qui n'a rien fait pour leur venir en aide », explique Natasha Kandic, directrice de la Fondation pour les droits de l'homme à Belgrade. Signe de l'évolution en cours, deux anciens de l'UCK seront bientôt jugés par un tribunal kosovar pour divers « crimes de guerre contre la population civile » commis dans une prison à Kukës, à l'extrême nord de l'Albanie.

Kidnapés et disparus

« Plus de dix ans après la fin de la guerre, il faut maintenant que la justice internationale se mette à enquêter sur les crimes de l'UCK », s'impatiente Verica Tomanovic, présidente de l'association serbe des familles de kidnapés et disparus au Kosovo. Depuis le 24 juin 1999, Mme Tomanovic n'a jamais eu la moindre nouvelle de son mari, ancien chef du service de chirurgie de l'hôpital de Pristina. « Tout ce que je sais, c'est qu'on l'a forcé à monter dans la voiture d'un inconnu à la sortie de son travail. Dans les mois qui ont suivi, j'ai écrit au chef de la Kfor ainsi qu'à Bernard Kouchner, qui dirigeait la mission de l'ONU au Kosovo, mais je n'ai jamais eu de réponse. » Selon le Bureau des personnes disparues et de la médecine légale, 470 personnes disparues au Kosovo après le retrait des troupes serbes n'ont jamais été retrouvées.